

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie
= Swiss journal of sociology
Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie
Band: 34 (2008)
Heft: 3

Buchbesprechung: Buchbesprechungen = Recensions critiques = Book reviews

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.03.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Buchbesprechungen / Recensions critiques / Book Reviews

Die Auswahl der Bücher zur Rezension behalten sich die Redaktion und die beiden für diese Rubrik Verantwortlichen vor. Unverlangt eingesandte Buchbesprechungen werden nicht veröffentlicht.

Le choix des livres qui font l'objet d'une recension critique est effectué par la rédaction et par les deux responsables de cette rubrique. Les recensions non sollicitées ne sont pas publiées.

Books to be reviewed are selected by the Editor and the two Book Review Editors. Unsolicited reviews are not published.

Christophe Andréo, *Déviance scolaire et contrôle social. Une ethnographie des jeunes à l'école*, Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2005, 210 pages

Comment s'exerce le contrôle social au sein d'un lycée professionnel situé dans un quartier populaire d'une grande ville en France ? Dans la continuité des études menées sur le sujet depuis le début des années nonante, Christophe Andréo propose une réflexion sur les conséquences de l'élargissement du recrutement scolaire, partant du constat que l'accès facilité au secondaire n'a pas abouti à une réelle démocratisation des études. Le décalage entre ce que l'école promet et ce qu'elle permet effectivement crée un mode d'organisation fait d'adaptations réciproques entre les différents acteurs. Son règlement interne et sa mission institutionnelle ne sont plus les socles du fonctionnement de l'établissement. L'école devient alors avant tout un lieu de sociabilité, d'où l'on tâche de ne pas se faire exclure tout en essayant d'en contourner les contraintes.

L'auteur a occupé un poste de surveillant pendant une année en tant qu'appelé du contingent, c'est-à-dire durant son service militaire. Cet ouvrage, issu de son travail de thèse, offre un portrait particulièrement riche de la vie à l'école, l'ethnologue dépassant la position d'observateur pour se faire participant. Malheureusement, si les pratiques sont très bien décrites, le cadre méthodologique fait quelque peu défaut. On ne sait que peu de choses sur la manière dont les données ont été récoltées. Du point de vue conceptuel,

l'auteur s'inscrit dans la tradition interactionniste américaine. On peut cependant regretter un manque d'affiliation explicite, ne serait-ce que pour clarifier la notion de « déviance », présente dans le titre même du livre : l'entend-il au sens d'Howard Becker ?

L'ouvrage est composé de sept chapitres. L'introduction permet à l'auteur de se positionner vis-à-vis de deux sociologues de l'expérience scolaire : François Dubet et Jean-Paul Payet. Il retient leurs enseignements sur les conséquences de la massification, mais se distancie d'une approche considérée comme trop macrosociologique, ainsi que de l'idée que les élèves sont les victimes du système. Les trois premiers chapitres plantent le décor et présentent les différents protagonistes. L'établissement s'inscrit dans un contexte particulier, à Marseille, dans un quartier proche des cités périphériques du nord. De cette situation sont inférées certaines caractéristiques sociales prétendument spécifiques à cette population, notamment une propension à la bagarre et à la contestation de l'autorité. Les quatre chapitres suivants sont consacrés aux relations entre agents scolaires et élèves, passant de l'observation de la gestion de ces relations, à l'observation de l'application des normes.

Le lycée investigué a la particularité de réunir des filières « de pointe » et des filières « de relégation », auxquelles correspondent différents niveaux de sélectivité scolaire, ainsi que différents publics. Les premières accueillent des élèves plus calmes, studieux, et d'origine sociale en moyenne plus élevée que celles des élèves des secondes, qui sont plus souvent de sexe masculin et issus de

l'immigration. Les jeunes des deux types de filières n'ont pas les mêmes dispositions vis-à-vis de l'école, n'en font pas le même usage et surtout n'établissent pas le même type de relations avec les agents scolaires, particulièrement avec les surveillants. A ces disparités correspondent des « modalités de présentation de soi opposées » (p. 41), c'est-à-dire des goûts culturels, des looks, des attitudes corporelles distincts. Les élèves des filières « de relégation » sont particulièrement sensibles à la défense et au maintien de la réputation de l'établissement comme étant un lycée de « durs », de « fous », quitte à noircir un peu le tableau pour préserver cette image.

Face aux élèves, trois catégories d'agents scolaires sont présentés (chapitre 2) : les enseignants, les CPE (Conseillers principaux d'éducation) et les surveillants. L'auteur s'intéresse surtout aux pratiques des deux dernières catégories, c'est-à-dire au maintien de l'ordre scolaire en dehors des salles de cours.

Le troisième chapitre, « Des comportements et des relations diversifiés », s'intéresse à la sociabilité des élèves au sein du lycée. On rencontre ici le point faible majeur de l'ouvrage, à savoir la difficulté pour l'auteur d'échapper à un mode d'explication qu'il récuse pourtant explicitement. Bien qu'il affirme que « le clivage entre les « bonnes » et les « mauvaises » filières s'avère insuffisant pour rendre compte de la manière dont les élèves se comportent dans toutes les situations scolaires » (p. 79), toute son argumentation est construite autour de ce clivage. Cela pose deux problèmes : premièrement, le fait de se référer systématiquement aux catégories « filières de pointe » versus « filières de relégation » donne le sentiment d'un lien de causalité directe entre comportements et appartenance à l'une ou l'autre. Sont créées et réifiées deux catégories dont le contenu dépasse largement l'inscription dans un cursus scolaire : « les filles des filières « de pointe » ont généralement des gestes délicats et paraissent fragiles » (p. 74).

Certains raccourcis sont ensuite maladroits, vu le peu de données que l'auteur possède sur l'origine sociale des élèves. Ceux

des filières « de relégation » sont ainsi systématiquement associés à d'autres catégories, comme par exemple aux jeunes maghrébins ou « aux jeunes des quartiers populaires baignant dans la culture de rue » (p. 88). Il est dit que garçons et filles des filières « de relégation » ont moins de relations amoureuses que ceux des filières « de pointe », notamment parce que « la surveillance des filles maghrébines par la famille constitue sans aucun doute un obstacle aux relations amoureuses » (p. 96).

A partir du chapitre quatre, « Résistances et adaptations », nous entrons véritablement dans la problématique qui intéresse Ch. Andréo, à savoir la manière dont élèves et agents scolaires interagissent et trouvent quotidiennement les compromis qui rendent possible la vie à l'école. On entre ici dans une description rigoureuse des pratiques et des logiques d'action des élèves. L'auteur reprend la notion goffmanienne « d'adaptation secondaire » pour décrire les détournements opérés par les individus refusant de se plier (trop directement) aux normes édictées par l'institution dont ils font partie.

Les élèves des filières « de relégation » montrent ainsi un désintérêt certain vis-à-vis de l'enseignement proposé : ils arrivent en retard, n'ont pas fait (ou très partiellement) leur devoirs, sèchent les cours, ne prennent pas leur matériel, etc. Bref, ils font preuve d'une mauvaise volonté manifeste, mais s'arrangent pour respecter suffisamment les normes scolaires afin de ne pas se faire exclure. L'objectif est donc d'en faire le moins possible, tout en se maintenant dans le système. Selon l'auteur, ces détournements sont le fruit d'un décalage entre « intérêts juvéniles » et « normes scolaires et pédagogiques » (p. 106). Inscrits dans des cursus ne leur permettant pas de se projeter dans un avenir professionnel précis, les élèves des filières « de relégation » désinvestissent l'aspect scolaire de l'école. Elèves et agents scolaires n'ont par conséquent pas le même point de vue sur l'usage qui doit être fait de l'institution. Les élèves des filières « de relégation » y voient un lieu « de distraction » (p. 125) et s'approprient l'espace du lycée

pour vivre leur sociabilité, utilisant par exemple les couloirs non pas comme lieu de passage, mais plutôt comme une place publique, où l'on traîne le plus longtemps possible avant d'entrer en classe.

Le quotidien est constitué de confrontations entre surveillants et élèves, chacun essayant d'obtenir de l'autre qu'il fasse des concessions (chapitre 5). Trois situations problématiques : la gestion de l'entrée à la cantine, la gestion des intrus à la porte du lycée et la gestion de l'absentéisme. La description de ces trois tâches révèle la pénibilité du travail de surveillant et le dilemme qu'il lui faut quotidiennement résoudre : appliquer les normes de manière stricte ou avoir la paix ? Car cet acteur se trouve pris entre deux forces contraires : d'un côté l'ordre scolaire, de l'autre la réalité des relations avec les élèves. L'auteur introduit là un point central de son argumentation : le manque d'efficacité des moyens mis en œuvre par l'institution pour parer la force de contestation des normes. L'« absence de consensus clair » (p. 152) entre les différents partenaires chargés de les faire appliquer, et les lourdeurs administratives liées à l'exécution de certaines tâches de contrôle, sont notamment incriminées. Par exemple, l'absentéisme et les retards répétés sont des phénomènes très répandus, que les élèves ne semblent pas considérer comme des écarts de conduite graves. Dès lors, les outils administratifs censés contrôler ces manquements et permettre leur sanction sont l'objet de diverses manipulations visant à les rendre inopérants.

Un autre obstacle à l'application des normes scolaires et des sanctions par les surveillants est la précarité de leur statut, exposée dans le chapitre six. Ils n'ont pas le pouvoir de punir directement les élèves et doivent passer par l'intermédiaire des CPE. A cette faiblesse de statut s'ajoute une certaine ambiguïté dans le rôle qu'ils jouent au sein de l'institution. En effet, ces agents scolaires sont jeunes, environ vingt-cinq ans, souvent étudiants, et présentent parfois le même profil socioculturel que les élèves. Cette proximité les oblige à trouver des moyens subtils pour imposer leur

autorité. Leur statut socioprofessionnel et le public auquel ils s'adressent les contraignent à jouer la carte de l'humour, de la ruse et de l'interconnaissance avec les élèves. Mais cette adaptation à la culture juvénile peut parfois entrer en conflit avec leur mission. Comment concilier impératifs professionnels et nécessité de préserver une certaine quiétude dans les rapports quotidiens ? La réponse se trouve dans la mise en œuvre de différentes stratégies relationnelles, qui dépendent toutes de compétences individuelles. Chaque surveillant semble développer sa propre méthode, selon ses aptitudes et son arrière-plan (par exemple son sexe ou son appartenance ethnique). Il apparaît que l'ordre scolaire repose plus sur des négociations quotidiennes que sur l'application d'un protocole clair et précis.

Le dernier chapitre du livre tire les conclusions de cet « écart existant entre travail prescrit et travail réel » (p. 188), et pose la question de l'adéquation entre normes scolaires et contrôle social effectif. Les résultats présentés montrent que tous les agents scolaires détournent et assouplissent le règlement lorsqu'il s'agit de le faire appliquer. Il décrit par exemple la manière dont les surveillants cherchent, et obtiennent souvent, la complicité des CPE dans le fléchissement de certaines règles, et ce malgré l'intransigeance de la proviseur. Ces arrangements résultent de la perception qu'ils ont du règlement, jugé inadéquat vis-à-vis de la population accueillie par le lycée.

Les agents scolaires définissent et redéfinissent ainsi continuellement les limites de ce qui est déviant, en essayant de composer avec l'« irréductible résistance à l'autorité » (p. 192) de certains élèves. Et Ch. Andréo d'insister, en conclusion, sur les « contraintes structurelles, liées à l'évolution démographique et à la réglementation actuelle du système éducatif (...) » (p. 201). Car tout semble fait pour que le Lycée français accueille et garde en son sein un maximum d'élèves. Il apparaît cependant que l'institution scolaire ne donne pas les moyens aux surveillants d'exercer une fonction de contrôle social efficace. Premièrement parce qu'elle encourage le plus

grand nombre à poursuivre ses études au-delà de l'obligatoire, sans pour autant avoir réussi à véritablement démocratiser l'accès aux filières « de pointe ». Certains élèves utilisent par conséquent l'école comme un lieu de sociabilité plutôt que comme un lieu d'apprentissage susceptible de leur donner des outils d'ascension sociale. Par cet usage, ils « parviennent à détourner en partie l'établissement de ses fonctions traditionnelles à travers les avantages qu'ils en retirent » (p. 207). Deuxièmement parce que les surveillants sont des agents scolaires au statut précaire et n'ont, de ce fait, pas les moyens d'affronter la déviance scolaire autrement que par la compromission. Les réformes éducatives ont entraîné « une forme de contrôle social faible » (p. 209), laissant « une marge de manœuvre importante » (p. 210) aux élèves, et corrélativement une marge de manœuvre réduite aux agents chargés du maintien de l'ordre à l'école.

Si l'ouvrage ne dit rien de véritablement nouveau sur les effets de la massification scolaire, il a le mérite de montrer finement *comment* les élèves participent à la définition des normes. Du statut de victimes, ils passent à celui de profiteurs des failles du système. On peut regretter certaines maladresses dans le cadrage de l'argumentation, d'où l'impression que l'auteur fait ce qu'il ne veut pas faire : expliquer les comportements des élèves en fonction de caractéristiques socioculturelles et scolaires réifiées.

Claire Balleys
Département des Sciences de la Société
Université de Fribourg
Bd. De Pérolles, 90, 1700 Fribourg
claire.balleys@unifr.ch

Marc Barbut, *La mesure des inégalités. Ambiguïtés et paradoxes*, Genève-Paris, 222 pages.

L'auteur, M. Barbut, souligne le fait que la question des inégalités socio-économiques est

omniprésente dans le débat public, en particulier celle des inégalités de revenu et d'accès aux études supérieures, deux exemples traités dans l'ouvrage. Il constate en outre que les débats sur les inégalités, au sens d'une situation où l'on n'observe pas d'équité, mènent rapidement, et sans détour le plus souvent, à la question de ce qui est « injuste » ou « inéquitable ».

Le titre de l'ouvrage indique d'emblée ce que le lecteur intéressé par la problématique des inégalités, en particulier de revenus, ne trouvera pas dans ce recueil d'articles : il n'est pas question ici des causes et des mécanismes constitutifs des inégalités, ni des implications pour les politiques fiscales, sociales, familiales, etc.; il s'agit de *mesurer* les inégalités et rien d'autre. Autre point important, Barbut signale que, contrairement à la pratique la plus courante parmi les sociologues et les économistes, son ouvrage n'est pas consacré aux indices numériques d'inégalité, à l'exception notable du fameux coefficient de Gini. Des indices courants, tels les indices de Theil ou d'Atkinson, ne sont pas traités.

Barbut pense en effet que : « L'utilisation de tels indices (...) présente deux inconvénients majeurs :

1. Elle implique une « perte d'information » massive par rapport aux données (...)
2. Si les comparaisons fournies par un même indice sont par définition cohérentes entre elles, il n'en va pas de même en général lorsque l'on utilise deux indices ou plus » (p. 178).

En fait, l'ouvrage est consacré à ce que Barbut qualifie d'« expression fonctionnelles de l'inégalité »; depuis la célèbre courbe de concentration de Lorenz (sur laquelle repose l'indice de Gini) jusqu'à des approches plus ambitieuses, et donc plus complexes, visant à ajuster à chaque distribution empirique une distribution théorique, dont les paramètres permettent de se prononcer sur l'ampleur et l'évolution des inégalités. L'auteur parle aussi, pour ce type d'approche, de statistique « paramétrique ».

Dans cet ouvrage, les propriétés de la courbe de Lorenz sont analysées de façon

assez détaillées; ceci fournit au lecteur des clés d'interprétation de cette courbe de concentration si courante en recherche appliquée. Barbut prône en particulier une interprétation prudente lorsque deux courbes de Lorenz/Gini ont un point d'intersection. Un des apports intéressants à cet égard se trouve dans le chapitre 3, dans lequel l'auteur démontre que, lorsqu'une fonction de concentration de Lorenz/Gini est subdivisée en deux catégories (par exemple lors d'une évolution des inégalités d'accès de différentes catégories socioprofessionnelles, pour les hommes et pour les femmes), les courbes de concentrations, qu'il qualifie d'« adjointes », peuvent évoluer dans le même sens, mais également en sens inverse. De plus, Barbut établit les conditions pour lesquelles ces divers résultats sont atteints. Cet état de fait a pu être parfois perçu comme paradoxal, mais se révèle parfaitement logique, comme cela est mathématiquement démontré par l'auteur.

De manière plus générale, le chapitre 2 fournit une introduction à l'analyse mathématique des inégalités, s'appliquant bien entendu aussi à la courbe de Lorenz, avec un accent sur les aspects suivants : les affectations des biens, les partitions, les simplexes, et l'important principe de Pigou-Dalton selon lequel le transfert d'unité monétaire d'une personne ayant un revenu plus élevé à une personne ayant un revenu plus faible réduit les inégalités.

L'approche préconisée par Vilfredo Pareto occupe également une place importante dans l'ouvrage. Cette conception est un peu différente, et surtout antérieure, aux travaux de Gini et de Lorenz. Elle permet de bien cerner l'« Homme extrême », par opposition à l'« Homme moyen » de Quételet : on peut modéliser, dans bien des cas, le nombre d'observations ayant une valeur de la variable X supérieure à x de la façon suivante :

$$N(x) = N_0 \left(\frac{x_0 + c}{x + c} \right)^\alpha \quad \text{pour } x \geq x_0 > -c$$

avec x_0 la valeur minimale que prend la variable x .

Si l'on parvient à modéliser les données observées de cette façon, les paramètres a et c donnent des indications très importantes sur la répartition. On peut par exemple étudier les inégalités de revenus en se demandant quel est le revenu moyen observé pour tout revenu supérieur à une certaine valeur x . Il s'agit de la moyenne conditionnelle. Celle-ci peut, dans le cas de la distribution de type parétien s'exprimer sous une forme linéaire : $m(x) = \beta x + h$. Barbut décrit le lien qui unit les paramètres α et c avec β et h . On peut, par exemple, calculer cette droite – qui correspond donc à la moyenne des revenus supérieurs à x , pour tout x – pour deux années : si l'une est « supérieure » à l'autre (β est plus grand), on peut conclure que l'inégalité était plus importante cette année-là. Même si, nous fait remarquer l'auteur, l'approche de Pareto ne rend plus très bien compte de la distribution des revenus aujourd'hui (ceux-ci suivant plutôt une distribution log-normale), elle permet de rendre compte d'autres phénomènes importants pour lesquels les valeurs élevées ne sont pas rares, par exemple la distribution des tailles des agglomérations, traitée dans le chapitre 6.

Les distributions exponentielles sont également abordées, ainsi que les distributions qualifiées de « contra-parétiennes », c'est-à-dire pour $0 < \beta < 1$ (pour les distributions parétiennes, $\beta > 1$).

Un point très intéressant est révélé ici. Pour une variable suivant une distribution parétienne, plus α est grand, plus la distribution est concentrée, donc plus les inégalités de répartition sont faibles. Or, Pareto s'est trompé à cet égard; il était persuadé du contraire, bien que très à l'aise en mathématique (il était ingénieur avant de devenir économiste et sociologue). Barbut, qui attribue cette grossière erreur au système de valeurs de Pareto, s'essaie à un bref exercice épistémologique relevant de la sociologie de la connaissance : « comme tout économiste libéral (...) [Pareto] était persuadé qu'en économie libérale (ce qui était le cas le plus général dans la seconde moitié du XIX^e siècle) les inégalités ne pouvaient aller qu'en diminuant. (...) Le

constat empirique est que α diminue avec le temps; or, pour Pareto, il faut que l'inégalité aille en diminuant; donc l'inégalité diminue avec α . C'est aussi simple que cela » (p. 197). Les travaux de Gini et de Lorenz, ainsi que de Maurice Fréchet, permettront de corriger cette erreur d'interprétation.

Ce n'est que plus tard, avec les travaux de S. Kuznets (que Barbut ne mentionne pas), prix Nobel d'économie, qu'on est parvenu à cette conclusion : dans la première phase du développement économique, les inégalités tendent à s'accroître avant de diminuer à partir d'un certain seuil critique. Mais le lien entre croissance économique et inégalités de revenus est un sujet bien trop complexe pour être traité dans ce contexte, et Barbut ne s'y aventure pas. Cela étant, un constat fondamental s'impose : même des indicateurs précis et des modélisations mathématiques sophistiquées ne permettent pas de prévenir l'interférence des valeurs avec le raisonnement du chercheur. La neutralité axiologique est difficilement tenable avec un sujet aussi brûlant que les inégalités socio-économiques.

Deux chapitres sont consacrés à la contribution du mathématicien français Paul Lévy. Celui-ci a développé une approche qui permet de définir la fonction de concentration d'une variable X qui ne dépende que de celle-ci. Notons que ces deux chapitres sont probablement les plus difficiles d'accès, car les méthodes présentées sont assez raffinées – un type d'approches que Barbut qualifie de « voie royale » en statistique – et ne sont de loin pas les plus répandues dans la recherche empirique sur les inégalités socio-économiques.

De manière générale, l'ouvrage, que Barbut présente comme « un *cours* sur les éléments (...) de la modélisation mathématique et de l'analyse statistique des inégalités économiques et sociales » (italique dans l'original, p. 7), requiert quelques connaissances mathématiques, principalement en calcul différentiel et intégral, notamment la transformée de Fourier, ainsi que des notions de calcul de probabilités et de statistique (fonction de répartition, moments d'ordre n , loi normale et théorème central limite,

quantiles en général et médiane en particulier, moyenne arithmétique, etc.).

Reste le sous-titre : « paradoxes et ambiguïtés ». Barbut met l'accent sur le fait que, comme il le montre clairement dans son dernier chapitre par le recours à un exemple, différents indices et courbes de concentration amènent le chercheur à tirer des conclusions opposées sur l'évolution des inégalités. Dans un autre chapitre, une étude de cas portant sur l'accès aux études supérieures en fonction de l'origine sociale amène l'auteur au même constat : « Voici comment deux « mesures », dont chacune semble a priori bien naturelle, d'un même phénomène inégalitaire, conduisent à des conclusions opposées. (...) un début du *constat* : aucune manière de mesurer l'inégalité ne semble (...) s'imposer de façon incontestable » (italique dans l'original, pp. 8–9). Ces situations « paradoxales » sont donc bel et bien inéluctables, notamment, comme indiqué plus haut, pour deux distributions adjointes.

Et l'auteur de conclure : « En définitive, Pareto avait bien raison : cette expression de *diminution de l'inégalité* est et reste très ambiguë » (italique dans l'original, p. 205).

Eric Crettaz

Chargé de cours, Université de Fribourg
collaborateur scientifique,
Office fédéral de la statistique,
Eric.Crettaz@bfs.admin.ch

Niklas Luhmann, *La confiance. Un mécanisme de réduction de la complexité sociale*, Economica, Paris, 2006 [1968], 123 pages.

Cet ouvrage de Niklas Luhmann, entièrement consacré à la confiance, a été écrit en 1968. Ce n'est toutefois qu'en 2006 que sa traduction française a vu le jour. Si l'approche fonctionnaliste n'occupe pas la même place sur la scène sociologique actuelle qu'il y a quarante ans, un pari théorique aussi ambitieux mérite le respect. Dans la préface,

le sociologue allemand annonce que c'est un vocabulaire technique et non un langage de la vie quotidienne qui sera employé dans les pages qui suivent. Ce n'est pas la beauté du style qui intéresse l'auteur, mais la précision des concepts permettant de fonder une théorie systémique de la confiance. L'idée-phare de l'ouvrage peut se résumer ainsi : afin de pouvoir s'orienter et planifier l'avenir, l'être humain a besoin d'organiser son environnement. Pour ce faire, il a besoin d'ordre. Or, le monde est trop vaste et trop hétéroclite pour être appréhendé tel quel. C'est la raison pour laquelle les individus procèdent à des simplifications de la complexité du monde par le biais de différents systèmes, allant de la famille jusqu'aux organisations étatiques. Ces derniers augmentent leurs performativité et longévité en grande partie grâce à la confiance. Telle est donc l'hypothèse centrale de Luhmann. Nous la reprenons ici comme un fil rouge parcourant les douze chapitres du livre.

Le premier chapitre pose les jalons de l'ouvrage dans son ensemble en considérant la complexité sociale comme un problème, qui, partant, doit être résolu. En quoi le monde est-il complexe ? Par le nombre infini de ses possibilités. De ce fait, quelque soit la nature d'un système, celui-ci doit procéder à une sélection d'éléments environnementaux pertinents pour sa fonction et sa reproduction. La réduction produit de l'ordre. Puisque la complexité « transcende la différence entre systèmes psychiques et systèmes sociaux » Luhmann préconise « un langage théorique plus général utilisant les concepts de système, de fonction et de complexité d'une manière si abstraite qu'ils puissent être interprétés aussi bien de manière psychologique que sociologique » (p. 4). En cela, il compare sa démarche à celle entreprise par Parsons dans sa théorie de la structure sociale. Dans cette ébauche introductive du vécu humain, la confiance tient une place prépondérante. Elle contribue largement à la réduction de la complexité sociale en permettant aux agents de se fier à leurs propres attentes. En cela, elle ne constitue pas la finalité visée par une

action, mais permet au contraire à l'action d'avoir lieu.

Partant de l'idée que « celui qui fait confiance anticipe l'avenir » (p. 9), le deuxième chapitre tente de démontrer en quoi la confiance est fortement liée au temps. Dans un monde de plus en plus différencié, la planification d'un avenir dont les possibilités sont nombreuses et imprévisibles fait naître un besoin accru de la confiance *dans le présent*. « L'avenir, dans son incertitude, ne peut susciter la confiance pas plus que le passé, puisque ce qui est passé ne peut être garanti contre la possibilité de la découverte future d'un autre passé » (p. 12). Si la confiance s'oriente vers l'avenir, le monde familier est issu des expériences passées. C'est le constat fait dans le troisième chapitre. Les deux notions sont néanmoins en étroite co-dépendance du fait que nulle confiance ne peut exister sans tenir compte des réussites et échecs antérieurs. Cependant, précise l'auteur, la confiance ne constitue pas une conséquence du passé. Certes, elle en tire des informations, mais elle « se risque à déterminer l'avenir » (p. 22). On l'aura deviné : le monde familier et la confiance sont complémentaires puisqu'ils participent mutuellement à la réduction de la complexité du monde. Mais qu'arrive-t-il lorsque le monde social se complexifie, devient plus impersonnel, et donc plus difficile à maîtriser ? A ce moment, la familiarité ne peut plus assurer le besoin de confiance, et la confiance elle-même devient une composante structurelle des différents systèmes sociaux. La suite de l'ouvrage propose un éclaircissement du processus qui mène à la généralisation systémique de la confiance. Cependant, quelque soit le niveau de son apparition, ses composantes structurelles demeurent identiques (chapitre 4). Afin de pouvoir œuvrer, la confiance doit d'abord être apprise. Cet apprentissage conduit au contrôle symbolique des indices permettant de décider au cas par cas si la confiance doit être maintenue ou retirée. Ces deux mécanismes donnent naissance à la troisième composante : la confiance interne au système peut

se généraliser à l'externe, et de nouveau être appliquée à l'interne d'un autre système.

La consolidation des relations de confiance entre systèmes ou personnes se fait dans la durée (chapitre 5). Cette dernière a un effet stabilisateur et offre par là plus de liberté d'agir dans la certitude. Cela n'élimine certes pas les risques de rupture de confiance, mais les possibilités de sanction, dont la forme ultime est l'ordre juridique, permettent de se prémunir contre des situations extrêmes. Dans des relations interpersonnelles, un facteur supplémentaire fait fructifier la confiance : l'engagement mutuel (chapitre 6). Sans être soumise à des normes, car elle ne peut pas être exigée, la confiance personnelle contient néanmoins des aspects normatifs. En effet, « sans correspondre à un devoir, elle est considérée comme un mérite et force le respect » (p. 49). Mais comment s'exprime-t-elle au niveau systémique ? Luhmann y répond en donnant trois exemples : l'argent, la vérité et le pouvoir politique légitime (chapitre 7). Nous ne retiendrons ici que le premier à titre illustratif. Lorsque nous faisons confiance à l'argent, cette relation n'est pas motivée par la présence d'autrui, mais par la conviction que le système monétaire fonctionne. Ceci produit un effet circulaire. La confiance accordée au système génère une confiance en sa contrepartie liquide, et vice versa. Au final, l'argent, tout comme la vérité et le pouvoir politique légitime, constitue un médiateur généralisé de communication qui sert « à la transmission d'une complexité réduite » (p. 65). Une telle confiance systémique possède un atout dont la confiance personnelle est privée : par sa forme générale et indifférente à l'égard des motivations, elle fait l'économie des déceptions. Inversement, les risques auxquels elle s'expose deviennent plus importants, ce qui par conséquent nécessite un contrôle d'experts plus accru.

Le maintien et la perpétuation de la confiance dépendent aussi de la prise en compte d'un environnement changeant. Ceci permet à un système de prendre conscience de la fonction de la confiance, et par là de devenir réflexif, résistant et tactique (chapi-

tre 8). Mais ce n'est pas tout. « La confiance s'accumule comme une sorte de capital qui ouvre davantage de possibilités en vue d'un agir à longue portée, mais qui doit faire l'objet d'une utilisation et de soins constants et qui contraint celui qui en fait usage à une auto-présentation digne de confiance » (p. 75). Pour cette raison, la confiance ne peut jamais se réduire à un outil purement tactique. Elle repose également sur l'intériorisation des attentes.

Le mode réflexif que prennent les différents systèmes de nos sociétés s'applique également à la confiance (chapitre 9). Dans son expression réflexive, elle n'est pas directement accordée à autrui, mais « au fait que la réduction de la complexité est un succès, que l'acceptation du risque qu'elle inclut se trouve avérée au sein de la vie sociale et devient un motif dont la confirmation se poursuit » (p. 81). Ainsi, la confiance se détache en quelque sorte des personnes singulières puisqu'elle est donnée aux *raisons* pour lesquelles elle fonctionne, et devient par là une prise de conscience et un mécanisme collectifs participant à la stabilisation des différents systèmes.

À l'aune des chapitres consacrés à la confiance au sein des sociétés systémiques, on pourrait penser que le monde social est parfaitement équilibré et harmonieux. Or, ce serait oublier l'existence de la méfiance, son équivalent fonctionnel (chapitre 10). Cette équivalence se traduit par le fait que la méfiance permet également de réduire la complexité, mais cette fois-ci en transformant ses propres attentes en la négative. Et c'est en cela que la méfiance constitue le contraire de la confiance. Car, si cette dernière doit être mutuelle et généralisée pour le bon fonctionnement systémique, une méfiance réciproque devient en revanche une force destructrice menaçant l'effondrement desdits systèmes. Pour éviter de tels scénarii, des dispositifs comme les explications *a posteriori* des actes de méfiance ou les institutions de punition filtrent un grand nombre d'occasions « qui pourraient autrement donner naissance à un tel développement » (p. 90).

La disposition réciproque à faire confiance est partiellement formée à l'intérieur d'un système. Autrement dit, une confiance externe sera accordée lorsque le système disposera d'une assurance interne lui permettant d'affronter les déceptions (chapitre 11). Comment une telle auto-assurance est-elle possible? Grâce aux « mécanismes internes de réduction de la complexité. La confiance peut émerger quand ces mécanismes sont stabilisés de manière à agir en complémentarité avec la réduction opérée par l'environnement et à soutenir aux endroits critiques cette réduction » (p. 94). Il s'agit de ressources internes mobilisées par le système lorsque la confiance est déçue. Partant, elles lui permettent de s'armer contre les risques encourus dans les opérations intersystémiques.

A la lumière d'une analyse fonctionnelle, le dernier chapitre explique en quoi la confiance est un mécanisme rationnel. Ce point reconduit à la réflexion initiale de l'ouvrage, précisément parce que devraient « être considérées comme rationnelles toutes les opérations qui servent à orienter de manière signifiante l'agir humain au sein d'un monde extrêmement complexe, qui accroissent la capacité humaine à saisir et à réduire la complexité » (p. 104). A elle seule, la confiance ne permet pas de réduire la complexité. Dans un monde de plus en plus différencié et dont, par conséquent, les besoins de confiance augmentent, la nécessité de la *méfiance* s'accroît également (par exemple sous forme institutionnalisée de contrôles). Leur coordination et coexistence sont néanmoins possibles grâce à l'établissement de frontières entre le système et son environnement, et aux différenciations internes des mécanismes dudit système. Ces deux processus permettent au système de conserver un ordre qui lui est propre. Ils servent « également à surmonter l'écart de complexité qui existe entre le système et l'environnement » (p. 109). Le point essentiel est que le système permet de dépersonnaliser la confiance et la méfiance, amortissant par là les risques que les acteurs individuels ne doivent plus affronter directement. C'est précisément cette

dépersonnalisation qui augmente son niveau de rationalité et de performativité. Toutes ces opérations systémiques ont la même finalité : réduire la complexité du monde. Elles ne peuvent cependant le faire que si elles savent comment faire usage de la confiance et de la méfiance sans surcharger l'être humain.

Ces quelques descriptions du contenu du livre ne sont évidemment qu'une esquisse sommaire. Les arguments avancés par Luhmann demanderaient un espace beaucoup plus important pour être restitués fidèlement. Néanmoins, le format réducteur de cette recension constitue lui-même un exemple de réduction de complexité tant évoquée par le sociologue. Que ce soit au niveau théorique, qu'au niveau des exemples, par ailleurs fort stéréotypés, Luhmann explicite le fait que ses réflexions se veulent générales. Elles ne permettent en effet pas de décider, au cas par cas, où et comment la confiance ou la méfiance doivent se déployer. Pour ce faire, l'auteur préconise des observations empiriques en parallèle avec des analyses théoriques. C'est peut-être ici que résident la faiblesse de l'ouvrage. A aucun moment Luhmann ne problématise la notion de « confiance », l'utilisant d'emblée comme une ressource analytique. Or, ce n'est que pragmatiquement que l'on pourra saisir la manière dont la confiance, telle qu'elle est comprise par les acteurs sociaux eux-mêmes, permet d'agir dans le monde et de planifier l'avenir. Ainsi, il devient parfois difficile pour le lecteur de distinguer les points de vue des acteurs, souvent hypothétiques, de ceux du sociologue. Ses raisonnements ayant une inspiration logique très prégnante, on pourrait en outre se demander en quoi l'approche de Luhmann est encore *socio-logique*.

Si ses considérations sont justes, et que les êtres humains procèdent effectivement à des réductions systémiques de la complexité du monde, le sociologue semble dans le même mouvement réduire *l'humanité* à des systèmes. L'abstraction des êtres humains concrets lui permet de maintenir une cohérence théorique, celle qui se veut transposable et générale. Cependant, ce faisant, Luhmann choisit de

sacrifier toute l'épaisseur et la *complexité* qui font de chaque humain un être singulier, mué par la rationalité pratique et située, mais également par des affects. Ce sont notamment ces derniers, apparemment si difficiles à cerner pour une démarche rationnelle (rationnaliste?), qui sont négligés au profit d'une pensée globale sur les différents systèmes qui composent et reproduisent le monde social. Or, une telle séparation entre les niveaux du vécu, qualifiés fréquemment par les sciences sociales de « micro » et « macro », est propre à un paradigme scientifique donné. Si la sociologie est l'étude de la manière dont des êtres humains vivent ensemble, on devrait également étudier leur mode d'organisation endogène. Les délimitations effectuées par le chercheur au niveau du sens ne restituent cependant pas toujours les points de vue des acteurs sociaux. A cette difficulté qui guette constamment le scientifique s'ajoute l'éternel débat entre l'empirisme et la théorie. Luhmann se positionne clairement du côté de cette dernière. Il le fait cependant consciencieusement, s'appuyant sur des outils analytiques solides. Son ouvrage est en effet riche en références variées et reconnues par le corps scientifique, ce qui contribue à rendre son raisonnement très abouti. Au final, *La confiance. Un mécanisme de réduction de la complexité sociale* constitue une porte d'entrée théorique séduisante autour des réflexions sur la confiance. Aux recherches empiriques maintenant de discuter la pertinence cette théorie.

Julia Hedström
Assistante diplômée
Département des sciences de la société
Université de Fribourg
julia.hedstroem@unifr.ch

George H. Mead, *L'esprit, le soi et la société*, traduction de l'anglais revue par Daniel Cefaï et Louis Quéré, Presses Universitaires de France, Paris, 2006, 434 pages.

Il est toujours surprenant d'accueillir des traductions d'ouvrages comme celui-ci plusieurs décennies après leur parution originale. Comme si un pan entier des sciences – sociales, dans notre cas – pouvait faire l'économie d'un regard critique et situé dans une autre communauté de chercheurs que celle dans laquelle il a été produit. Ainsi, après une première traduction collective en 1963, parfois tendanciellement approximative dans son usage français de certains concepts clés (voir les remarques des pp. 93–94), D. Cefaï et L. Quéré proposent une nouvelle version française de *Mind, Self and Society* de G.H. Mead paru en 1932. Dans cette nouvelle traduction, le « *Self* », par exemple, est un « Soi » et non pas un « moi », un « individu » ou une « personnalité » à la convenance du contexte; une « *response* » reste une « réponse » et non pas une « réaction », ce dernier usage demeurant fidèle au manque de constance de Mead lui-même. La description des transactions de l'organisme avec son environnement jouit donc d'une plus grande cohérence et fidélité au texte original.

Le lecteur se rappellera que ce texte original – l'un des rares ouvrages de Mead – reste une publication posthume produite par C. W. Morris. Ce détail éditorial renvoie évidemment à la mise en abîme de différents travaux de traductions dans leurs double sens de traduction linguistique, mais également *d'opération de traduction* au sens latourien, à savoir d'une mise en relation qui implique une *transformation*. Transformation d'autant plus inéluctable lorsqu'il s'agit de « [mettre en évidence] l'originalité d'une pensée qui ne s'est exprimée que par fragments, dont il nous reste une masse d'articles de circonstance, d'essais non publiés et de notes d'étudiants, et qui a été en partie recouverte par le travail d'édition et de commentaire de ses héritiers » (p. 7). Une illustration grandement signi-

fiante de cela demeurant l'initiative – bien documentée par nos traducteurs – de C. W. Morris de considérer le behaviorisme dont parle Mead comme un behaviorisme *social*, Mead n'ayant lui-même jamais présenté son approche en ces termes (p. 44).

Aussi, puisqu'une traduction reste insérée dans une réalité contemporaine à ses auteurs et à leurs préoccupations, le lecteur saluera l'initiative de renoncer au quatrième essai annexé par C.W. Morris «Fragments sur l'éthique» pour lui préférer la traduction française, proposée par L. Quéré, de l'article paru en 1925 «Genèse du soi et contrôle social» qui valorise – au travers de la question des *attitudes* et de la capacité des individus à adopter les attitudes des autres – l'objectivité d'une science sociale qui tend à «traiter de processus, c'est-à-dire d'actes, et à trouver ses objets dans le monde auquel toutes les sciences ont affaire» et non pas dans des «états de conscience» chers aux méthodes de la psychologie cognitive (p. 407).

Cette nouvelle traduction montre en outre la valeur d'une pensée fondatrice de la psychologie sociale, mais également des sciences sociales, puisque renvoyant à autant de relectures et de commentaires de filiation produits au cours des dernières décennies. C'est donc un accès francophone à l'ouvrage fondateur de G.H. Mead que nous propose cette traduction, ainsi qu'une ouverture linguistique sur un monde théorique agilement interdisciplinaire.

Evidemment l'introduction proposée par D. Cefaï et L. Quéré participe de la valeur de cet ouvrage. Dépassant largement la seule mise en perspective de *Mind, Self and Society*, cette introduction dresse un portrait historique et social de Mead, ainsi que de sa réception par ses contemporains. Car avant d'être l'auteur d'une théorie magistrale sur la nature de l'esprit humain, Mead est avant tout un expérimentateur et réformateur social situé dans une ère progressiste de début de siècle nord-américain.

La contextualisation de l'œuvre meadienne passe pour beaucoup par la description de son parcours académique et de sa propre

ascendance intellectuelle. Élève de Dewey, cette filiation prend une grande place dans la genèse de sa théorie behavioriste sur la nature sociale de l'esprit humain, même si par la suite il se distanciera de l'approche fonctionnelle de Dewey. Fort de la conception psychologique de Dewey de la conduite humaine comme un «arc réflexe», Mead s'écarte du behaviorisme classique en concevant la *réponse* non pas comme provoquée par et en réponse à un stimulus justement, mais comme *incorporée* en lui. La vision meadienne de l'action n'est ainsi pas de l'ordre du circuit (de A provoquant B provoquant...) mais proche de celle d'un arc réflexe qui incorpore l'organisme dans l'organisation et la perception des stimuli. Le stimulus n'est donc pas une excitation sensorielle instantanée mais un *état* de l'organisme qui polarise l'activité (p. 19). La réponse transforme le stimulus et modifie l'action en cours de route. Il s'agit de *l'acte total* d'un organisme, d'un individu, d'un agent ou d'un citoyen qui n'est pas clos sur lui-même ou désengagé mais intégré dans un principe social porté par l'interaction communicative.

C'est certainement cette dimension de la théorie meadienne qui motive le plus de considération de ses héritiers, ainsi que son implication pour l'ensemble des sciences sociales. La théorie cognitive de Mead est avant tout une théorie de la communication dans laquelle la dimension sociale de tout acte et de toute pensée est primordiale. Ou pour reprendre en la modifiant légèrement la formulation en note à la page 5, la raison est (enfin) socialisée dans des processus d'interaction et de communication.

Après la présentation du parcours de Mead, D. Cefaï et L. Quéré s'attachent à l'énoncé liant la société, le Self et l'esprit, et s'arrêtent sur l'idée selon laquelle la conscience n'intervient dans l'action que lorsque la situation devient problématique, et qu'une réorganisation des stimuli devient nécessaire pour relancer cette même action (p. 21). Car l'expérience immédiate n'est pas encore une expérience cognitive. Les *impulsions*, *attitudes* et *habitudes* – propres au dispositif conceptuel

de Mead – ont chacune un degré spécifique de rapport à la conscience; les habitudes par exemple se situant bien en deçà. La cognition comme processus d'enquête n'intervient dans une situation d'interaction que dès lors que celle-ci devient problématique et ceci pour modifier le régime de stimulation en introduisant de nouveaux objets en guise d'ajustements. L'opposition entre expérience immédiate et cognitive ne doit néanmoins pas être perçue comme radicale ou hiérarchisée, mais comme deux modes de perception et de sélection des stimuli.

Cette partie du texte se termine sur la conception de la « chose physique » – propre à l'acte et à la manipulation – comme éminemment sociale en ceci qu'elle stimule la réponse à sa résistance en un ajustement réciproque (p. 41). Ceci renvoie à l'idée selon laquelle nous abordons nos propres actions du point de vue *d'autrui*, et que l'objet dans ce cas exerce un *contrôle* – sinon social du moins effectif – sur le déroulement de l'action individuelle. Nos auteurs renvoient cette dimension à la considération meadienne de la « socialité des objets physiques », du caractère social des perspectives non-humaines, et rappellent ainsi les précédents théoriques de ce thème traité généreusement plus récemment dans les théorisations de M. Callon et B. Latour (note 1, p. 39).

Les auteurs se penchent ensuite sur la question proprement behavioriste de la théorie de Mead, en reprenant la genèse et la filiation de ce terme, et insistent sur le Self et la société appréhendés par Mead comme éloignés de réalités psychiques ou mentales pour être considérés comme des résultantes de processus primitifs de communication. Ainsi, au niveau de la méthode de recherche, l'introspection – à l'inverse de ce que préconisait la démarche interactionniste de Cooley à l'époque – ne peut pas fournir une méthode d'analyse acceptable, au contraire d'une *description* de la conduite humaine *en termes scientifiques*. Une idée à laquelle nombre de chercheurs, les plus fervents d'entre eux étant certainement les phénoménologues puis les ethnométhodologues depuis Garfin-

kel, auront été attachés jusqu'à aujourd'hui. Néanmoins, si Mead « a élucidé la constitution sociale de l'expérience » et que A. Schütz le cite généreusement, Mead n'est pas pour autant un phénoménologue argumentent les auteurs (pp. 48–49).

Après un passage sur l'immédiateté des *Selves* qui préexistent à la conscience de soi et qui participent de la réalité pragmatique des actes, en étant des « facteurs à l'intérieur de l'expérience » et non pas extérieurs à cette dernière et ne se laissant appréhender que dans le comportement incarné (pp. 51–55), nos auteurs se penchent sur la question d'*Autrui généralisé*, socialisant les actes individuels dans des processus de communication et de réflexivité permettant coopération et constitution d'institutions comme formes organisées de *réponses*. Ce passage insiste, dans une perspective positiviste, sur la dimension symbolique (au sens sémiotique) du langage, en ce sens que « [l]'émergence de symboles qui s'interposent entre le stimulus et la réponse signe la naissance des contextes de sens proprement humains » (p. 62).

Le lecteur appréciera enfin le détour extrêmement bien documenté sur l'intérêt meadien pour le *temps* transformant le *présent* en *événement*, thème cher à L. Quéré; le passage sur la spécificité des situations de résolution de problèmes moraux; ainsi que la discussion terminale sur l'héritage meadien en sciences sociales, bien que très (voire trop) concentrée sur Chicago et l'interactionnisme symbolique. Puisque aujourd'hui encore et au-delà des différentes écoles, la théorie de l'esprit humain de Mead permet de rappeler à juste titre l'essence communicative des objets d'analyse chers aux sciences sociales.

Caroline Mérier
Swisscom Strategy & Innovation
The User Observatory
Waldegstrasse 51, CH-3050 Bern
caroline.merier@swisscom.com

Peter Gostmann, Peter-Ulrich Merz-Benz (Hrsg.): Macht und Herrschaft. Zur Revision zweier soziologischer Grundbegriffe. VS-Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden, 2008, 223 Seiten.

Es gehört zu den auffälligsten Eigentümlichkeiten der Humanwissenschaften, sich ihrer Vorstellungen, ihrer Begriffe, ihrer Erkenntnisse immer wieder aufs Neue vergewissern zu müssen. Während die Naturwissenschaften, sind ihre Revolutionen erst vollendet, die Kadaver besiegt Lehren ungerührt der Wissenschaftsgeschichte zur Obduktion überlassen, scheint die Arbeit der «Wissenschaften vom Menschen», sofern sie anders als Sozialberichterstattung oder Wahlforschung, Geschichtserzählung oder Kulturdeutung auftritt, immerhin zu einem gewichtigen Teil darin zu bestehen, ihre eigene Vergangenheit zu befragen. Das gilt nicht zuletzt auch für die Soziologie. Gerade in den letzten beiden Jahrzehnten, die der dauernd randständigen Disziplin keine wirklichen Revolutionen liefern konnten, hat dort der beispiellose Aufschwung einer «Theoriegeschichte» eingesetzt, von der mittlerweile das intellektuelle Prestige des ganzen Faches zu zehren beginnt.

Ein gutes Beispiel für diese erstaunliche Indienstnahme des zweifellos epistemologischen Problems, dass sich die Humanwissenschaften schon aufgrund ihres empirisch so schwer fassbaren Gegenstandes ständig über Begriffe, in ihnen verankerte «Sichtweisen» der menschlichen Welt auseinandersetzen, sie ein ums andere Mal einer «Interpretation» oder «Revision» unterziehen müssen, ist dabei die ungeheure Konjunktur der Arbeiten über Max Weber und sein Werk – seit dem Ende der achtziger Jahre ist hier ein Forschungsfeld entstanden, das fast schon den Eindruck erweckt, als habe man es mit einem neuen Unterfach der Soziologie zu tun. Dass dieses kollektive Unternehmen bisher empirisch nicht unbedingt ertragreich war, ist an sich noch kein Grund zur Kritik, schließlich steht es jeder Wissenschaft gut an, wenn sie auch andere als «faktische» Erkenntnisse zu pro-

duzieren in der Lage ist. Bleibt sie allerdings hinter diesem nicht selten mit einer gewissen Penetranz hervorgekehrten «theoretischen» Anspruch zurück, dann lässt sich doch die Frage stellen, wozu und für wen denn hier eigentlich «geforscht» wurde.

Der von Peter Gostmann und Peter-Ulrich Merz-Benz herausgegebene Sammelband über «Macht und Herrschaft» ist so ein Fall. Seine «Revision zweier soziologischer Grundbegriffe» beschäftigt sich im Wesentlichen mit der Vorlage Webers und kann auch einige in der Weberforschung geläufige Namen aufbieten: Gerhard Wagner und Hubert Treiber, Stephen Turner und Guy Oakes gehören, mit je eigenen Schwerpunkten, zu den renommierten Vertretern des «Fachs», Mitherausgeber Merz-Benz hat sich nicht nur mit Weber, sondern auch mit Tönnies und Troeltsch auseinandergesetzt. Sieht man sich diesen Versuch aber näher an, befällt einen Ratlosigkeit darüber, was denn der Antrieb für diese Publikation gewesen sein mochte. Wenn es hier etwas zu berichten gibt, dann wohl vor allem, dass mit diesem Band ein weiterer Nachweis dafür erbracht wurde, wie ungeniert sich solche «Theoriearbeit» selbst bespiegeln kann.

Das beginnt schon bei der überaus bemühten Konstruktion des Anlasses dieser Publikation. In ihrer Einleitung holen die Herausgeber sehr weit aus, und bei aller klugen Reflexion über Selbstbild und Anspruch der Soziologie, ihre *story* und ihr *storying*, wirkt diese Belehrung doch insgesamt etwas selbstverliebt – weniger wäre hier tatsächlich mehr gewesen. Vielleicht aber schien diese Rechtfertigung nötig, um der üblen Nachrede vorzubeugen, die bloße Tatsache, dass hier über Weber geschrieben werde, habe zur Legitimation der Veröffentlichung ausgereicht. Diesen Verdacht hat man nun zwar wortreich auszuräumen versucht. Aber natürlich bleibt die Frage, ob nicht die «Theoriearbeit», von der hier die Rede ist, genau zu jener Art von eingestandener «Abstraktion» gehört, mit der Strategien der symbolischen Wertschöpfung betrieben werden, die der ganzen «Theoriegeschichte» seltsam eng

verbunden sind. Jedenfalls ist die nicht nur Explikation, sondern gar «Revision» so schwergewichtiger Begriffe wie «Macht» und «Herrschaft», das «mit Weber über Weber hinaus denken», sicher ein Anspruch, der ziemlich viel erwarten lässt.

Als erster versucht sich daran Gerhard Wagner. Seine «Systematisierung zweier soziologischer Grundbegriffe», nämlich «Herrschaft» und «soziales Handeln», geht von einer in der Forschung immer wieder als Problem aufgeworfenen Konstellation aus: Webers vier Handlungstypen – wertrational und zweckrational, traditional und affektiv – wollen zu seinen drei Typen der Herrschaftslegitimität – legal, traditional, affektiv – nicht so genau passen. Wagner stellt nun überzeugend dar, dass sich diese beiden Klassifikationen ohne Schwierigkeiten integrieren lassen, wenn die faktisch fließende Grenze von «Verhalten» und «Handeln» im Hinblick auf die Legitimität von Herrschaft theoretisch durch ihren in allen Typen charakteristischen wertrationalen Zug festgelegt wird: Legitime Herrschaft besitzt tendenziell immer eine wertrationale Unterlage. Wagner interpretiert hier ganz richtig, nur hat die Sache den Haken, dass diese für sich genommen kluge Interpretation leider auch schon älteren Datums ist: Rainer Döbert hat in dem vor bald zwei Jahrzehnten erschienenen Sammelband *Max Weber heute* im Prinzip dasselbe Argument vorgetragen. Demgegenüber wirkt das Fazit, man habe noch einmal über den Befehlsbegriff Webers im Zusammenhang mit Herrschaft nachzudenken und für ihre weit subtileren Formen ein begriffliches Instrumentarium zu entwickeln, zwar original, «kategorial» allerdings weniger überzeugend: Hier ist die grundlegende Unterscheidung nicht verstanden worden, die Weber aus heuristischen Gründen zwischen die Begriffe «Macht» und «Herrschaft» legt.

Danach unterzieht Guy Oakes, der sich vor allem mit Webers «Methodologie» beschäftigt hat, den Begriff der Wertrationalität einer «Kohärenzprüfung». Das Ergebnis ist offenbar verheerend: Webers «Wertlehre» stellt sich hier als Aneinanderreihung von

Aporien heraus. Dieser Fall tritt allerdings nur dann ein, wenn man bei Weber eine derartige Werttheorie oder sogar «Wertphilosophie» tatsächlich unterstellt. Versucht hat man das immer wieder, meist unter erheblichem interpretatorischen Aufwand und vor allem unter völliger Ausblendung des rhetorischen Kontextes, in dem diese Motive entwickelt werden. Der dadurch erwirtschaftete philosophische Überschuss des Themas kommt Oakes aber gerade Recht: So kann man ganz unbescheiden «bescheidenere Ziele» verfolgen als das Aufplustern der Feststellung moderner Wertkonflikte zur Philosophie, gleichzeitig aber diese angebliche Philosophie «logisch» demontieren – der Zinseszins dieses Verfahrens bucht sich leicht auf das Konto eines der vielen Soziologen, die gerne als Philosophen auftreten, weil sich das einfach besser macht. Aber konkret: Webers Rede von «Wertrationalität», «letzten Werten», inkommensurablen «Wertsphären» hat nicht das Geringste mit einer irgendwie gearteten «Axiomatik» zu tun, sondern beschreibt schlicht und einfach das Ende des modernen Prozesses der materiellen und symbolischen Autonomisierung sozialer Handlungsfelder und die möglichen inneren Spannungen, die sich für den Menschen daraus ergeben können. Weil Oakes das aber gar nicht wissen will, treten bei ihm allerhand Schreckgespenster auf: infinite Regresse, paradoxe Schlüsse, logische Sackgassen. Er befindet sich damit zwar in bester Gesellschaft, auf der akademischen Spielwiese einer Weberforschung, die sich aber vom Soziologen Weber schon längst verabschiedet hat.

Etwas tiefer angesiedelt und mit dem Titel des Sammelbandes wenigstens in erkennbarer Beziehung ist dann Hubert Treibers «Neukonturierung» eines «soziologischen Machtbegriffs». Allerdings folgt auch hier einer nachvollziehbaren Explikation des weberschen Motivs der legitimen «Herrschaft» der Versuch, dem bei Weber bewusst unterdefinierten Begriff der Macht «kategoriale» Erkenntnisse abzurufen. Das geschieht hier über den Rückgriff auf Popitz mit einer anthropologischen Fundierung und

dann einer Differenzierung von Machtphänomenen – Aktionsmacht, instrumentelle Macht, autoritative Macht, datensetzende Macht – in einer Weise, die den konkreten sozialen Sinn menschlicher Fügsamkeit abstrakt zusammenzwingen will. Ob sich damit das Defizit an «Analysetauglichkeit» des weberschen Machtbegriffs beheben lässt, darf getrost bezweifelt werden. Vielmehr fragt sich, ob der, «kategoriale» Einteilungen sträflich vernachlässigende, aber empirisch hoch gesättigte und subtil differenzierende Zusammenhang «symbolischer Gewalt», wie er etwa von Pierre Bourdieu in vielen Studien vorgeführt wird, nicht viel besser zu diesem «theoretischen» Problem passen will.

Das ahnen wohl auch Peter Gostmann und Gerhard Wagner, wenn sie ihrerseits eine Neuakzentuierung des Machtbegriffs als «Macht der Ehre» vorschlagen und am Nationalprestige europäischer Länder nicht nur veranschaulichen, sondern sogar messen wollen: Weil die Sozialwissenschaften bisher über keine kohärente Theorie nationaler Identität verfügten, soll ein Beitrag zur Beseitigung dieses Desiderats geleistet werden. Auch hier also kein unbedingt bescheidener Anspruch. Und auch wieder wird das philosophische Besteck ausgepackt: Von der aristotelischen *Topik* über Kripkes *Naming and Necessity* und Goodmans *Ways of Worldmaking* reichen die prestigeträchtigen Referenzen. Nur ist dabei leider überhaupt nicht zu sehen, was hier Webers blendende Argumentation in seinem Fragment über die «Nation» aus *Wirtschaft und Gesellschaft* irgendwie erweitern würde. Das soll dann zwar mit Weber plus Bourdieus «sozialem Kapital» geschehen, und empirisch in einer «Magnitude-National-Prestige-Skala» gemessen werden können. Aber selbst wenn dieses empirische Vorgehen bei aller noch erkennbaren Unfertigkeit durchaus einen Versuch Wert sein könnte: Zu einer «kohärenten Theorie» nationaler Identität wäre damit nicht das Geringste beigetragen.

Die nächsten zwei Aufsätze von Stephen Turner und Dirk Tänzler arbeiten sich dann an Webers Begriff des «Charisma» ab – mit durchwachsenen Ergebnissen. Turner

versucht die sicher etwas flüchtige Vorlage Webers – bei der, im Grunde wider besseres Wissen, auf den «Träger» eher abgestellt wird als auf die Gefolgschaft, auf seine Verpflichtungsstruktur eher als auf die sie ermöglichenden Krisenphänomene oder die soziale Charakteristik der Anhänger – nach einem eingehenden Problemaufriss entlang einer kulturalanthropologischen Achse mit den Charakteristika des Tabu einzukreisen. Diese Rechnung hätte nun einigermaßen aufgehen können, wenn statt Franz Steiner Marcel Mauss herangezogen worden wäre, dessen Entwurf hier gerade umgekehrte Bedingungsverhältnisse von sakralem «Verbot» und kollektiver Legitimität herstellt. Insgesamt bleibt die Argumentation trotz allem etwas abseitig – «Theoriearbeit» an der Logik symbolischer Gewalt mit den Instrumenten der Kulturalanthropologie löst soziologische Probleme nicht. Ganz ähnlich verläuft auch Dirk Tänzlers durchweg urteilssichere Explikation der weberschen Problematik von Politik in der Massendemokratie über den Versuch, mit Victor Turners Ritualtheorie ihren «charismatischen» Zug zu deuten. Das wäre aber für die Argumentation gar nicht nötig gewesen: Tänzler beschreibt auch so die Ausgangsproblematik und Möglichkeiten ihrer gedanklichen Scharfstellung treffend und entwickelt ihre Perspektiven überzeugend weiter. Was hier allerdings wiederum stört, ist die «hermeneutische» Überfrachtung des Gegenstandes – aber vielleicht muss das bei «Theoriearbeit» so sein.

Man merkt, dass es nun etwas bergauf geht, auch wenn immer noch die Frage im Raum steht, ob sich für so heterogene, jedenfalls im Hinblick auf das Thema «Macht und Herrschaft» etwas ohne Zentrum wirkende Beiträge ein Sammelband wirklich aufdrängen musste – oder aber vielleicht zu schmal ausgefallen ist. Denn Peter Gostmann und Peter-Ulrich Merz-Benz liefern in ihrem Essay über die regressiven Versuchungen der zeitgenössischen Biologie zwar den «Nachweis» der Unübersetzbarkeit biologischer und soziologischer Sachverhalte. Das ist, wenn auch nicht neu, gut gemacht und wäre

vielleicht wichtig, wenn solche Einsprüche der Sozialwissenschaften am modernen Biologismus nicht spurlos vorüber gehen würden. Gleiches gilt für den Beitrag von Merz-Benz über die «kategorialen» Probleme, die Luhmanns Systemtheorie und eine «Biologie der Sozialität» bei Maturana und Varela im Hinblick auf herrschaftssoziologische Fragen mit sich bringt: Der Eindruck in den jeweiligen akademischen Gemeinden wird begrenzt bleiben.

Selbst in den besseren Abschnitten dieses etwas zentrifugalen Kompendiums einer «Revision» des weberschen Macht- und Herrschaftsbegriffes zeigt sich also das gleiche Dilemma: Bei aller Berechtigung zur Selbstvergewisserung an diesen doch zentralen Stellen der Soziologie bleibt der Eindruck, dass hier auch eine gewisse Selbstvergessenheit ihrer «Theorieabteilung» zutage tritt. Wenn man dem Zugriff anderer Disziplinen auf diese ihre ureigenen Gegenstände wirklich etwas entgegensetzen will, dann sollte es nicht nur bei den am Ende fast aller Beiträge ausgesprochenen Beschwörungsformeln bleiben, mit ihnen eröffne sich der soziologischen Forschung «ein weites Feld». Diese – gemessen an den theoretischen Erträgen des Bandes zusätzlich eitle – Delegation alles Weiteren an die «Empirie» zementiert genau jene Verhältnisse, in denen die «Theorie» des Faches sich zwar wunderbar eingerichtet hat, die aber viele ihrer «Erkenntnisse» so hoffnungslos vergänglich erscheinen lassen, wie sie sich hier darstellen.

*Dr. rer. pol. Stephan Egger
Soziologisches Seminar, Universität St. Gallen
Tigerbergstr. 2, 9000 St. Gallen
stephan.egger@unisg.ch*

Thomas S. Eberle, Sabine Hoidn und Katarina Sikavica (Hrsg.) (2007). Fokus Organisation. Sozialwissenschaftliche Perspektiven und Analysen. Konstanz: Universitätsverlag. 380 Seiten.

Viele Bücher haben nicht nur Inhalte, sondern auch Charakter. Manche sind sehr eifrig, bemüht, die eigene Bildung unter Beweis zu stellen und besserwisserisch, andere sind sehr zurückhaltend, vorsichtig tastend, mehr fragend denn behauptend. Und wieder andere verbreiten Gelassenheit, solides Wissen gepaart mit Augenmaß und einem kleinen Zwinkern; sie drängen sich nicht auf, sondern ruhen in gewisser Weise in sich, und sie entlassen den Leser und die Leserin nach der Lektüre zwar besser informiert, aber nicht belehrt. Von dieser Art ist der vorliegende Sammelband, den Thomas S. Eberle, Sabine Hoidn und Katarina Sikavica anlässlich des 65. Geburtstages von Emil Walter-Busch herausgegeben haben.

Dass der Sammelband diesen Charakter besitzt, hat auch, aber nicht nur damit zu tun, dass er zu Ehren des nicht nur in der Organisationsforschung renommierten Emil Walter-Busch (Professor im Ruhestand für Sozialpsychologie und angewandte Sozialforschung an der Universität St. Gallen) geschrieben wurde. Den Herausgebern ist es gelungen, ein Buch vorzulegen, das den «Geist» spürbar macht, den auch die Arbeiten des Jubilars ausstrahlen. Das war vermutlich beabsichtigt, doch bei vielen Büchern liegen Absicht und Realisation weit auseinander. Hier jedoch nicht.

Zu dem Buch selber. Im Titel nennt es den Gegenstand, sagt, dass es sich auf einen Ausschnitt sozialer Wirklichkeit konzentrieren will – nämlich auf die *Organisation*. Sie soll fokussiert und aus unterschiedlichen sozialwissenschaftlichen Perspektiven betrachtet werden. Diese sind in großer Breite zusammen gekommen, nämlich 21 Beiträge von insgesamt 27 Autoren und Autorinnen, deren Lebenswege sich (wenn auch in unterschiedlicher Weise) mit dem von Emil Walter-Busch für lange oder kurze Zeit ge-

kreuzt und/oder verbunden haben. Obwohl die meisten der Autoren und Autorinnen in der Schweiz und speziell an der Universität St. Gallen arbeiten und obwohl die Mehrheit der Beiträge in irgendeiner Weise mit Ökonomie zu tun haben, wird in dem Band nicht nur transdisziplinär, sondern auch transkontinental argumentiert. Amerikanische Psycholog/innen und Managementwissenschaftler sind ebenso vertreten wie Schweizer Soziologen und Betriebswirtschaftler, Arbeitsrechtler und Wirtschaftsethiker. Der Band überschreitet auch Standes- und Bereichsgrenzen: Beiträge von Doktorandinnen stehen neben denen von gestandenen (emeritierten) Institutsdirektoren, ehemalige Schweizer Bundespräsidenten schreiben ebenso wie Praktiker und Wissenschaftler/innen. Und auch die Form der Beiträge variiert teils erheblich: Neben ausgefeilten Artikeln, die allen Standards wissenschaftlicher Journals entsprechen, finden sich leicht erweiterte Power-Point-Präsentationen. Mal wird in den Beiträgen die neue Hochschulreform bewertet, mal der Niedergang der Kirche oder das Schwinden der Bedeutung von Laienrichtern diagnostiziert, mal eine neue Arbeits- und Wissenschaftsethik eingefordert, mal die Unübersichtlichkeit der Organisationsforschung seziert, und immer wieder wird die Nützlichkeit von theoretischem Wissen für die Organisationspraxis diskutiert.

All dies scheint auf den ersten Blick darauf hinzudeuten, dass wir es hier mit einer typischen Festschrift zu tun haben: Freunde und Weggenossen des Jubilars haben das aus der Schublade geholt, was dort ruhte und auf eine passende Gelegenheit wartete. Also viel Unterscheidliches, vielleicht Überflüssiges und nur manches Gute. Dem ist zum Glück nicht so. Die in diesem Band vertretene Vielfalt der Ebenen und Zugangsweisen ist Ausdruck der Absicht des Herausgeberteams, einen der zentralen Grundgedanken des Werks von Emil Walter-Busch auch in der Festschrift zu verwirklichen.

Denn wie *Thomas S. Eberle* in seinem lesenswerten Beitrag über die Botschaft des Werks von Walter-Busch herausarbei-

tet, stellt dieser die Überlegenheit des von Wissenschaftlern produzierten Wissens in Frage und postuliert die Gleichwertigkeit der unterschiedlichen Wissensarten, also des Laienwissens, des Praktikerwissens und des wissenschaftlichen Wissens über einen Gegenstand (vgl. auch den Beitrag von *Meinhard*). Die verschiedenen Formen des Wissens (und das zeigt, wie relevant die Arbeiten Walter-Buschs für die Wissens- und Wissenschaftsoziologie sind) sind nicht nur in verschiedenen Kontexten mit spezifischen Interessen und Machtverhältnissen produziert worden, sondern sie werden auch in bestimmten Kontexten mit spezifischen Interessen und Machtverhältnissen aufgerufen, ein- und durchgesetzt. Es gibt demnach keine prinzipielle Überlegenheit des wissenschaftlichen Fachwissens, sondern es gibt verschiedene, interessen- und machtleitete Perspektiven auf einen Gegenstand. Weil das so ist, haben die Wissensvertreter/innen sich auch etwas zu sagen, so sie miteinander in einen Dialog treten wollen. Und genau das sollen und wollen die Beiträger/innen zu diesem Sammelband: Sie sollen und wollen über den Gegenstand «Organisation» einen Dialog führen. Dabei nehmen alle auf den Gegenstand Bezug, die meisten auch explizit auf die Arbeiten und die Ideen von Emil Walter-Busch, aber so gut wie kein Beitrag bezieht sich auf die anderen Beiträge. Das ist ohne Zweifel ein Manko des vorgelegten Sammelbandes, denn so müssen der Leser/innen diese Bezüge selbst suchen und herstellen.

Der Band ist aufgeteilt in vier Kapitel: das erste widmet sich den *Theorien von Organisation*. Auf die bereits angesprochene Vorstellung der zentralen Gedanken des Gesamtwerkes von Emil Walter-Busch (*Eberle*) folgt in den nächsten vier Beiträgen eine Weiterführung seiner Gedanken. Hatte Walter-Busch seine Arbeit mit den Arbeiten von Karl Weick beendet, so führen *Steyaert* und *Dey* die Sichtung aktueller Organisationstheorien fort und stellen, ganz im Sinne von Walter-Busch, fest, dass es keinen «kumulativen Erkenntnisfortschritt»

gibt. Auch Timon Beyes greift die Vielfalt organisationstheoretischer Entwürfe und Bezüge auf. Mit Rorty's Metapher des Basars (in dem sich jede/r mit Todesverachtung in die Überfülle von Angeboten stürzt und um Überzeugungen feilscht, aber letztlich über nichts froher ist als sich abends im eigenen Club erholen zu können) stellt er die Breite aktueller Organisationstheorien dar und prüft die Klagen über den «Theoriendschungel», die Inkommensurabilität von Theorien und die Versuche von Vereinheitlichung. Das Ergebnis seiner sehr gelungenen Übersicht und Diskussion ist: Ganz offensichtlich können eine Fülle von wirtschafts- und sozialwissenschaftlichen Theorien der Organisation nebeneinander bestehen, ohne dass eine mit guten Gründen verworfen werden kann. Der Beliebigkeit will Beyes damit nicht das Wort reden – wohl aber der Akzeptanz unterschiedlicher Standpunkte und Schwerpunktsetzungen, der Diskussion über ihre jeweilige Angemessenheit und der Arbeit am Begriff. Die US-amerikanischen Psychologen Kenneth J. Gergen und Mary M. Gergen erläutern anschließend, was ein Dialog ist, welche Normen in ihm gelten müssen, wenn er produktiv sein soll, und sie führen aus, dass es innerhalb der Sichten und Empfehlungen der Managementliteratur eine deutliche Wende zu dialogischen Formen der Entscheidungsfindung gibt. Den Abschluss des Kapitels über Theorien der Organisation bildet der Artikel von Achim Broszewski. Dort wird systematisch der Wahrheitsbegriff als Leitwährung der Wissenschaft dekonstruiert und durch den der Kommunikation ersetzt – auf dass Wissenschaft nicht mehr um die Wahrheit «leerdreht», sondern via Kommunikation weiter kommt. All das greift die Gedanken von Walter-Busch auf und führt sie weiter.

Im zweiten Kapitel des Bandes, das mit *Management von Organisationen* überschrieben ist, wird dann aus unterschiedlichen Perspektiven diskutiert, welche Probleme dem modernen Management von Organisationen zugewachsen sind und wie Management-

wissenschaft und Managementpraxis miteinander umgehen – ob sie sich befruchten, sich ignorieren oder doch gegenseitig zur Kenntnis beitragen und einander ernst nehmen. Stilbildend für das gesamte Kapitel ist der Eingangsbeitrag von Katarina Sikavica. Am Beispiel der Corporate-Governance-Forschung zeigt sie deren Vielfalt und auch die damit verbundene Gefahr, «useless for practice» zu werden. Hier sei mehr Vereinbarkeit vonnöten. Martin Hilb erläutert dann seine Vorstellungen einer «Integrierten Corporate Governance». Angesichts des Versagens mancher Unternehmensführung votiert er dafür, dass bei international operierenden Unternehmen die Corporate Governance in «Corporate Controlpreneurship» überführt werden muss – wollen sie weiter erfolgreich am Markt bestehen. Moritz Leuenberger, Mitglied des Bundesrats und selbst Verantwortlicher innerhalb einer Public Corporate Governance, führt dann aus, wie sich politische und wirtschaftliche Steuerungsmodelle unterscheiden (müssen). Andreas Georg Scherer und William McKinley gehen anschließend der Frage nach, ob wissenschaftliche Theorien in der Managementpraxis handlungsrelevant werden können. Sie zeigen, dass postmodern angehauchte Theorien, die eine neo-liberale Position vertreten, durchaus die «Denke» von Managern beeinflussen und damit auch das Handeln von Unternehmen mitgestalten haben. In dem diesen Abschnitt abschließenden, sehr lesenswerten, eher theoretisch daherkommenden Aufsatz reflektieren Johannes Rüegg-Stürm und Simon Grand erneut die Beziehung zwischen Managementpraxis und Managementforschung. Ausgehend von der These, dass das Handeln von Managern der eigentliche blinde Fleck der Managementforschung ist, schlagen sie im Anschluss an aktuelle Praxistheorien vor, wie wesentliche Elemente manageriellen Tuns zu beschreiben sein könnten.

Das dritte Kapitel, *Wandel von Organisationen*, nimmt dann aktuelle Wandlungsprozesse in den Blick. Den Anfang machen Überlegungen und Vorschläge zur effizien-

teren Weiterführung der Veränderung der europäischen Hochschullandschaft (*Sabine Hoidn*). Wird in dem Beitrag von *Hoidn* bereits auf die Bedeutung von innerer Beteiligung hingewiesen, so wird dieser Gedanke in dem schönen Beitrag von *Tina Kiefer* und *Werner Müller* fortgeführt. Sie zeigen, dass bei organisationellen Wandlungsprozessen die Emotionen (verstanden als soziokulturelle Verhaltensmuster) und die Identitätsarbeit der Organisationsmitglieder eine ganz wesentliche Rolle spielen. Drei Fallstudien zum Wandel von Organisationen folgen: Zuerst zeigt *Hans Schmid*, dass die Landeskirchen in fast allen europäischen Ländern einen Nachfragerückgang zu verzeichnen haben und macht Vorschläge, wie die Kirchen dem begegnen können. In der zweiten Fallstudie arbeiten *Evelyne Angehrn* und *Revital Ludewig-Kedmi* heraus, dass die Beteiligung der Laienrichter in gerichtlichen Verfahren und damit die personale Vertretung des Common Sense in der Schweiz, in England und in Deutschland immer mehr zu einem dekorativen Element wird und damit ihre ursprüngliche Funktion einbüsst. *Thomas Geiser* diskutiert mit seiner etwas aus dem Rahmen fallenden Fallstudie in arbeitsrechtlicher Deduktion, ob für Rettungssanitäter in ihrer Einsatzbereitschaft eigenständige Pausenzeiten eingehalten werden müssen.

Im vierten Kapitel, *Facetten sozialwissenschaftlichen Erkenntnisfortschritts*, geht es in allen Beiträgen um die These von Walter-Busch, dass es in den Sozialwissenschaften keinen «echten» Erkenntnisfortschritt geben könne. Den Reigen eröffnet *Peter Ulrich* mit einem Konzept für die «Schaffung» eines auch sozialökonomisch gebildeten Bürgers, der darum weiß, dass eine nur ökonomische Deutung aller Lebensbereiche unangemessen ist und dass die Ökonomie nur eine Perspektive neben anderen ist. Diesen Gedanken führt *Margrit Osterloh* weiter. In ihrer Sicht der Dinge ist das klassische Modell des homo oeconomicus «schlecht fürs Geschäft», nicht geeignet, die Praxis anzuleiten. Aus Sicht der psychologischen Ökonomik müsse das Wis-

sen der Entscheider um empirisch fundierte Kenntnisse der Nutzer erweitert werden. Das sei «good für practice». Wie das Wissen um Verbraucher empirisch valide generiert werden kann, diskutieren *Simon Gächter* und *Christian Thöni* in ihrem Beitrag. Sie kombinieren Experiment und Fragebogenstudien um zu zeigen, dass auf diese Weise gute Befunde zu Vertrauen und Reziprozität, zwei klassischen Topoi der Ökonomie, erhoben werden können. Methodisch bleibt es auch in dem Beitrag von *Alfonso* und *Andres Sousa-Poza*, in dem sie der Frage nachgehen, was man von dem Befund des *Gender Job-Satisfaction Paradoxes* (die Arbeitszufriedenheit von Frauen sei trotz schlechterer Arbeitsbedingungen höher als die von Männern) für die Anwendung von Forschungsmethoden lernen kann. Sie stellen die These auf, dass die überraschende Zufriedenheit der Frauen eine reines Forschungsartefakt ist, das allein darauf zurückzuführen ist, dass Frauen bei Fragebögen sehr viel eher Extremwerte ankreuzen als Männer. Im letzten Beitrag des Sammelbandes verteidigt *Timo Meynhardt* die Verteidigung des Common Sense durch Walter-Busch. Ganzheitliches Verstehen des nicht Naturwissenschaftlichen, des Sozialen bedarf demnach immer auch des Common-Sense. Dieser ist letztlich das Kriterium für Vernünftigkeit.

Und damit schließt sich der Kreis. Der vorgelegte Sammelband ist also in Anlage und Durchführung durchaus ungewöhnlich. Er bringt zusammen, was auf den ersten Blick nicht zusammenpasst, sich bei näherer Betrachtung dann aber zu einem Bild zusammenfügt, das nicht nur über die Ideen des Jubilars Emil Walter-Busch spricht, sondern sie auch praktiziert. Und natürlich lesen Organisationsforscher/innen, Wissens- und Wissenschaftssoziologen, Managementforscher und Managementpraktikerinnen den Band mit Gewinn. Nicht nur, weil sie viel Interessantes erfahren, sondern vor allem, weil das Buch so entspannend ist wie es wissenschaftliche Werke nicht häufig sind. Es hält ein Plädoyer für Augenmaß, für Dialog, für Nachdenken, für Bescheidenheit, aber

auch für die informierte Analyse und weist damit weit über sich selbst hinaus.

Jo Reichertz
Institut für Kommunikationswissenschaft
Universität Duisburg-Essen
jo.reichertz@uni-due.de
Sylvia Wilz
Institut für Soziologie
FernUniversität Hagen
sylvia.wilz@fernuni-hagen.de

Peter Streckeisen. 2008. Die zwei Gesichter der Qualifikation. Eine Fallstudie zum Wandel der Industriearbeit, 363 Seiten.

Peter Streckeisen blickt mit seiner Dissertation «hinter die Fassade der Wissensgesellschaft». Er will mit einer Fallstudie der Frage nachgehen, «wie Industriearbeit heute aussieht und welche Entwicklungstendenzen diese Form von gesellschaftlicher Arbeit auszeichnen» (16). Durchgeführt wurden die Interviews, auf denen die Studie beruht, in den Jahren 2004 bis 2006 beim Pharmakonzern Novartis in Basel. In der SZfS (34 [1], 2008) findet sich eine Kurzfassung des Ansatzes und einiger zentraler Erkenntnisse. Die populäre Gegenwartsdiagnose der Wissensgesellschaft, die zum kaum hinterfragten Gemeinplatz geworden sei, wird vom Autor als ideologisch verzerrt und von technischem Determinismus geprägt kritisiert. In der Folge seien «die Propheten der Wissensgesellschaft nicht in der Lage Veränderungen wahrzunehmen, die in diesem Bereich der gesellschaftlichen Reproduktion [Industriearbeit] stattfinden» (14). Der Vorstellung einer von traditionellen Zwängen befreiten Wissensarbeit stellt der Autor die These einer zunehmenden Industrialisierung von Wissen und Kultur gegenüber. Industrielle Produktion wird also nicht daran festgemacht, was produziert wird, sondern «unter welche gesellschaftlichen Bedingungen die Menschen ihre Erwerbsarbeit verrichten» (15). Ein zentraler Begriff des Wissensgesellschaftstheorems ist der der Qua-

lifikation. Die im Buchtitel angesprochenen «zwei Gesichter der Qualifikation» beziehen sich auf den Gegensatz zwischen den sich aus der technisch-funktionalen Arbeitstätigkeit ergebenden Anforderungen einerseits und der Qualifikation als «gesellschaftliches Urteil über den Wert von Tätigkeiten und Fähigkeiten» (28) andererseits. Die spezifische Fragestellung der Studie dreht sich denn auch um «die Veränderung der Qualifikationstypen und deren Beziehungen untereinander» sowie die «Mechanismen der Umwandlung von qualitativ unterschiedlichen konkreten Arbeitstätigkeiten in mehr oder weniger wertvolle Qualifikationen» (32). Theoretischer Angelpunkt der Untersuchung ist die in marxistischer Tradition verortete Prämisse, dass Produktionsverhältnisse und Produktionsbedingungen nichts Naturgegebenes an sich haben, sondern gesellschaftlich determiniert sind. Genauer sind sie als Folge und Ausdruck gesellschaftlicher Machtverhältnisse zu verstehen. Machtverhältnisse, die sich auch heute noch am besten als Klassenverhältnis im Marx'schen Sinne beschreiben liessen.

Von Umfang und Substanz her das Schergewicht des Buches bildet die Fallstudie, welche in drei Abschnitte gegliedert ist. Der erste Teil ermöglicht die Einordnung der dargestellten Beobachtungen durch eine Übersicht über die Tätigkeitsfelder in der Pharmaindustrie und einen historischen Rückblick. Zentral sind die sich wandelnden Kriterien zur Unterscheidung verschiedener Kategorien von Arbeitern und Angestellten, wobei ein deutlicher Trend zur formalen Individualisierung der Anstellungsverhältnisse festgestellt wird. Im ausführlichen zweiten empirischen Abschnitt folgt dann die Rekonstruktion des Arbeitsalltags anhand der vom Verfasser im Alleingang durchgeführten zweiunddreissig leitfadengestützten Interviews mit Mitarbeitern, Vorgesetzten und Managern. Ergänzt werden die Erkenntnisse dieser Gespräche mit dem Studium schriftlicher Quellen und eigenen Beobachtungen vor Ort. Obwohl keine systematischen Arbeitsbeobachtungen durchgeführt werden konnten, erlaubt dieser Zugang ein plastisches und

detailreiches Abbild der Arbeitswelt in den vier untersuchten Tätigkeitsfeldern Forschung, Entwicklung, chemische Produktion und pharmazeutische Produktion. Allerdings wäre der Umstand, dass es sich um Arbeitsrealitäten handelt, die auf der Grundlage von Mitarbeiteraussagen rekonstruiert werden, systematischer zu reflektieren. Beschrieben werden die wichtigsten Tätigkeiten und die Arbeitsteilung zwischen den verschiedenen Funktions- und Qualifikationsstufen. Dabei geniesst der Zusammenhang von Tätigkeiten und Arbeitsorganisation mit der eingesetzten Technologie, den betrieblichen Zielvorgaben und gesetzlichen Rahmenbedingungen (welche besonders im Pharmabereich eine herausragende Bedeutung haben) besondere Beachtung. Angesichts der rasanten Veränderungen der letzten Jahre stehen immer wieder der Wandel und die Einschätzung dieses Wandels durch die Mitarbeitenden im Zentrum der Darstellung. Aus der sehr anregenden Lektüre möchte ich beispielhaft vier Bereiche herausgreifen, die mir besonders interessant erscheinen. Dabei ist zu betonen, dass für die Strukturierung und Einschätzung der hier zusammengefassten Beobachtungen der Rezensent verantwortlich ist.

Qualifikationen: Während angesichts der zunehmenden Automatisierung und Standardisierung von Arbeitsabläufen berufliches Wissen und fachliche Erfahrung im engeren Sinne für viele Tätigkeiten an Bedeutung zu verlieren scheint, wächst gleichzeitig die Wichtigkeit von fachunspezifischen Fähigkeiten und persönliche Stärken wie Selbständigkeit und Zuverlässigkeit, Organisations- und Kommunikationsfähigkeit oder Informatik- und Englischkenntnissen.

Empowerment: Der Abbau der unmittelbaren Kontrollen durch Vorgesetzte führt zu mehr Selbständigkeit und einer gesteigerten Verantwortungsumutung bei den Mitarbeitenden. Gleichzeitig sind die Zielvorgaben aber derart eng gesetzt, dass von einer Ausweitung des gestaltbaren Freiraums keine Rede sein kann. Der Einsatz entsprechender Software ermöglicht zudem die detaillierte

Protokollierung aller Handgriffe – und damit ein neue Qualität der Überwachung.

Globalisierung: Die zunehmende Internationalisierung der Wirtschaft heisst im Pharmakonzern ganz konkret Amerikanisierung: So bestimmen etwa die Vorgaben amerikanischer Behörden die betrieblichen Vorschriften, an die sich das Laborpersonal auch in Basel zu halten hat oder ein aus den USA übernommenes System der Funktionstitel, der Leistungsbeurteilung und Beförderung prägt die neue Unternehmenskultur und schafft eine Mitarbeiterstruktur jenseits der traditionellen Kriterien der schweizerischen Berufslehre.

Technologie: Die Einführung neuer Verfahren und insbesondere die Informatisierung der eingesetzten Technik erlaubt eine Produktivitätssteigerung durch die zunehmende Verdichtung der Arbeit. Andererseits führt dies zu einer wachsenden Arbeitsteilung in den Labors zwischen Arbeitskräften, welche angesichts der fortgeschrittenen Automatisierung fast ausschliesslich Routine- und Kontrolltätigkeiten zu erledigen haben und Automationsspezialisten, welchen die anspruchsvolle Aufgabe zukommt, die entsprechenden Methoden zu entwickeln, die Geräte zu programmieren und die ausführenden Mitarbeiter zu schulen.

Vor dem Hintergrund der ausgesprochen heterogenen Beobachtungen, kommt Peter Streckeis zum Schluss, dass im Gegensatz zu den meist sehr allgemein formulierten Theorien des Übergangs von der Industrie zur Wissensgesellschaft bei einer detaillierten Sichtung des Materials «die grossen qualitativen Unterschiede auffallen, welche die konkrete Arbeit und deren Entwicklung in den verschiedenen Untersuchungsbereichen kennzeichnen» (240). Folglich – und um nicht Artefakte herzustellen, die «keiner gesellschaftlichen Realität entsprechen» (242) – verzichtet der Autor darauf, Muster der Entwicklung herauszuarbeiten oder seine Beobachtungen in Kategorien zu fassen.

Im dritten empirischen Abschnitt geht es um die kontroverse Einschätzung des neuen Arbeitsplatzbewertungs- und Leis-

tungslohnsystem durch Mitarbeiter und Personalmanager. Dieses individualisierte System hat die ehemals gesamtarbeitsvertraglichen Regelungen weitgehend abgelöst. Eingeleitet und theoretisch verankert wird das Kapitel durch Erläuterungen zur Marx'schen Unterscheidung von konkreter und abstrakter Arbeit. Die betrieblichen Bewertungssysteme dienen als «Medien der Realabstraktion», die qualitativ unterschiedliche Arbeiten in verschieden bewertete und bezahlte Ungleichheiten überführen. Während im gesamtarbeitsvertraglichen Rahmen Kriterien wie Ausbildung, Alter, Geschlecht und Erfahrung für die Einstufung der Arbeitskräfte und damit die Entlohnung der Arbeit entscheidend waren, soll im neuen System das Leistungsprinzip gelten – getreu dem modernen Ideal, dass persönlicher Erfolg die Belohnung für individuelle Anstrengung sein soll. Wie die Interviews in den verschiedenen Bereichen des Pharmakonzerns zeigen, folgt die Wirklichkeit nur beschränkt dieser Idealvorstellung. Grundsätzlich entzieht sich ja in einer komplexen, arbeitsteiligen Grossorganisation der Zusammenhang zwischen persönlichem Einsatz und effektivem Ertrag einer Arbeitsleistung weitgehend dem Einfluss der einzelnen Arbeitskräfte. Auch haben die konkreten Arbeitsleistungen keinen Einfluss auf die zur Verfügung gestellte Lohnsumme. Dass das Leistungslohnsystem letztlich eher Ausdruck der betrieblichen Herrschaftsbeziehung ist, als ein Instrument zu Verbesserung der Leistungsgerechtigkeit, zeigt sich in den Augen der Mitarbeitenden insbesondere in der betrieblichen Erwartung, dass die Leistungen einer Normalverteilung zu folgen haben: Einigen als besonders gut bewerteten Mitarbeitern müssen einige schlecht bewertete und eine Mehrheit im mittleren Leistungsbereich gegenüberstehen. Während die Vertreter des Personalmanagements sich von Fairness und Zweckmässigkeit des Leistungsbeurteilungssystems überzeugt geben, kritisieren die beurteilenden Vorgesetzten und die beurteilten Mitarbeitenden zwar nicht den Grundsatz der Leistungsgerechtigkeit, wohl aber die realisierte Umsetzung.

Beklagt wird die mangelnde Objektivität, ja Willkür, der immense Aufwand und die grosse persönliche Belastung sowie die durch dieses System geförderten individualistischen und egoistischen Verhaltensweisen. Am Beispiel des Leistungsbewertungssystems wird die immanente Widersprüchlichkeit einer zeitgenössischen Managementideologie deutlich, die von Leistungsgerechtigkeit, offener Gesprächskultur und selbstverantwortlichen Mitarbeitern spricht und letztlich wie gehabt auf die Durchsetzung betrieblicher Herrschaftsverhältnisse im Interesse der kontinuierlichen Gewinnsteigerung zielt.

Entsprechend seiner Beobachtungen fasst der Autor am Ende der Fallstudie zusammen, dass der Kapitalismus zwar «eine neue Sprache» spricht, jedoch «die Gesellschaft eine Klassengesellschaft geblieben» ist. Oder als Schlusswort: «Was auf der Ebene des Konkreten als neue Gesellschaft erscheinen mag, stellt sich mit Blick auf das Abstrakte demnach als die alte Gesellschaft in einer neuen Phase der Entwicklung der gesellschaftlichen Produktivkräfte heraus» (324f).

Hier wäre es nun aber interessant, vom doch sehr Abstrakten wieder ein Stück weit «zum Konkretem aufzusteigen»: Was sich unter der Oberfläche der sich reproduzierenden «Klassengesellschaft» tatsächlich verändert, wie die «neue Phase der Entwicklung der gesellschaftlichen Produktivkräfte» zu charakterisieren ist, welche Triebkräfte dafür verantwortlich sind und welche Auswirkungen dies auf das individuelle Arbeitsleben und auf die gesellschaftlichen Machtstrukturen hat – dies wären spannende Fragen. Gerade die detailreiche Rekonstruktion von Arbeitsprozessen und Arbeitsverhältnissen im Spiegel der Mitarbeiterinterviews zeigt eindrücklich, dass hier nicht nichts passiert. Der vorliegenden Studie gelingt es aber nur beschränkt, dieses reiche Material tatsächlich zum Sprechen zu bringen. Dies gilt insbesondere für den zweiten empirischen Teil, mit seinem detaillierten Einblick in den Arbeitsalltag. Verantwortlich dafür ist der ausgesprochen enge analytische Rahmen. Weder die traditionsreiche und auch kontroverse wissenschaftliche Diskus-

sion über den Wandel der Arbeitswelt, noch organisationssoziologische Ansätze werden in Hinblick auf die eigene Fragestellung fruchtbar gemacht. Entsprechend verkürzt erscheint denn auch der nachdrücklich kritisierte Begriff der Wissensgesellschaft. Ähnlich undifferenziert und oberflächlich abgehandelt wird die einschlägige Literatur, welche nach den individuellen und gesellschaftlichen Bedingungen und Auswirkungen der technischen Entwicklung oder neuer Formen der Arbeitsorganisation fragen. Dies gilt auch für ein Kernanliegen der Untersuchung, der Verknüpfung von ökonomischen und gesellschaftlichen Kategorien. Der eigene Anspruch «die Analyse konkreter Arbeit stärker mit sozialhistorischen und gesellschaftstheoretischen Bezügen» (307) zu verbinden, wird so nur beschränkt eingelöst. Auffallend ist auch das Fehlen von Bezügen zu anderen empirischen Forschungsergebnissen. International liegt unterdessen eine Anzahl qualitativer Untersuchungen vor, die der Frage nachgehen, welche Veränderungen

in der Arbeitswelt tatsächlich zu beobachten sind und wie diese von den lohnabhängigen Beschäftigten eingeschätzt werden. Generell zeichnen diese Studien indessen ein Bild, dass gut zu den Beobachtungen von Streckeisen passt: Jenseits der Schlagworte von Postfordismus, Wissensökonomie und Empowerment zeigen sich ausgesprochen uneinheitliche Entwicklungen und eine grosse Ambivalenz, was die Bewertung der oft durchaus als substantiell erlebten Neuerungen anbelangt. Wünschenswert wäre eine theoretisch und empirisch breit abgestützte soziologische Reflexion dessen, was zwischen den disparaten Einzelbeobachtungen und der sehr generellen Feststellung der Kontinuität der Klassenverhältnisse liegt.

*Dr. phil. Alexander Salvisberg
Soziologisches Institut der Universität Zürich
Andreasstr. 15, CH-8055 Zürich
salvisberg@soziologie.uzh.ch*

Sozialbericht 2008

Die Schweiz vermessen und verglichen

Christian Suter, Silvia Perrenoud, René Levy, Ursina Kuhn, Dominique Joye, Pascale Gazareth (Hrsg.)



Der Sozialbericht 2008 gibt anhand von systematisch gesammelten Daten und Indikatoren Auskunft über die aktuelle Lage und die wesentlichen Entwicklungstendenzen in der Schweizer Gesellschaft: Welche Ungleichheiten prägen die Schweizer Gesellschaft – z. B. im Bildungssystem? Wie hat sich das kulturelle Gesicht der Schweiz verändert – z. B. hinsichtlich Mehrsprachigkeit? Wie steht es um den gesellschaftlichen Zusammenhalt in der Schweiz – etwa beim freiwilligen Engagement? Inwiefern hat sich das politische Leben in der Schweiz polarisiert und politisiert? Wie ist das Verhältnis zwischen Umwelt und Gesellschaft und wie haben sich das Umweltbewusstsein und das Umwelthandeln in den letzten Jahren verändert? Die wirtschaftliche, soziale, kulturelle, politische und ökologische Situation in der Schweiz wird dabei verglichen mit der Lage in anderen ausgewählten Ländern: Deutschland, Frankreich, Schweden, Spanien, England und den USA. Der vorliegende Band enthält neben 75 ausgewählten Indikatoren Vertiefungsbeiträge zu den Themen Bildungsungleichheit, Vielsprachigkeit, Freiwilligentätigkeit, politische Polarisierung sowie Umweltbewusstsein und Umwelthandeln. Der Sozialbericht 2008 ist eine Folgepublikation der früheren Ausgaben von 2000 und 2004, deren Daten und Grafiken vollständig überarbeitet, aktualisiert und durch neue Indikatoren ergänzt wurden. Alle Daten sind grafisch dargestellt und in elektronischer Form auf CD-ROM verfügbar. Die fünf Vertiefungsbeiträge sowie sämtliche Kurzkommentare zu den Indikatoren wurden vollständig neu verfasst.

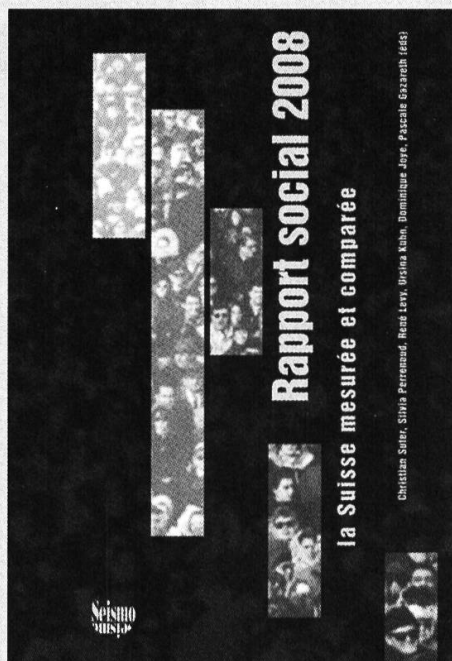
Der Sozialbericht 2008 ist unter dem Titel **Rapport social 2008** bzw. **Swiss Social Report 2008** auch in französischer und englischer Sprache erhältlich. Details und aktuelle Informationen zum Sozialbericht: www.sozialbericht.ch.

Christian Suter ist Professor für Soziologie an der Universität Neuenburg.

Dominique Joye ist Professor für Soziologie an der Universität Lausanne.

René Levy ist Professor emeritus für Soziologie an der Universität Lausanne.

Pascale Gazareth, Ursina Kuhn und Silvia Perrenoud sind wissenschaftliche Mitarbeiterinnen am Soziologischen Institut der Universität Neuenburg.



ISBN 978-3-03777-064-1, 340 S., SFr. 42.—